

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1902.

Proposition de loi relative au libre parcours des membres de la Chambre des Représentants sur les chemins de fer.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La Constitution a voulu que les avantages pécuniaires attachés aux fonctions de membre de la Chambre des Représentants fussent fixés par un de ses textes. Elle a pensé qu'il était contraire à la dignité des pouvoirs publics de les exposer à voir se renouveler sans cesse des débats où les intérêts personnels des députés pourraient être aux prises avec l'intérêt public. Et c'est pourquoi, ni le Congrès national en 1850 ni la Constituante en 1893 n'ont renvoyé à la loi le soin de régler ce point; ils s'en sont chargés eux-mêmes, et à ces deux époques, un texte, l'article 52, l'a tranché. Cependant, par un vote émis en comité secret le 20 décembre dernier, à la majorité de 54 voix contre 52, la Chambre a cru pouvoir, dans l'intérêt personnel de ses membres, aller au delà du pacte fondamental. Un tel vote a lieu de surprendre; et, étant donné qu'il soulève une question constitutionnelle, il semble que ce ne soit pas en comité secret, mais au grand jour d'un débat public, que la solution définitive doit intervenir.

C'est mu par ce sentiment, que le soussigné, d'accord avec plusieurs de ses collègues, s'est résolu à soumettre le présent projet de loi à l'examen de la Chambre. Prenant pour point de départ le texte même de l'article 52 de la Constitution, ce projet propose de dire qu'il est interdit d'attribuer aux membres de la Chambre des Représentants le libre parcours soit sur les lignes des chemins de fer de l'État, soit sur les lignes des chemins de fer concédés, en dehors du cas et des conditions prévus par l'article 52 de la Constitution.

Cet article dispose : « Chaque membre de la Chambre des Représentants

jouit d'une indemnité annuelle de 4,000 francs. Il a droit en outre au libre parcours sur les lignes des chemins de fer de l'État et au parcours gratuit sur les lignes des chemins de fer concédés du lieu de sa résidence à la ville où se tient la session. »

Ainsi, deux avantages, étroitement délimités, sont attribués aux députés. Si la Constituante avait voulu laisser la porte ouverte à d'autres avantages, n'est-il pas évident qu'elle l'aurait dit? Si elle avait entendu accorder aux législatures futures le soin de régler le libre parcours des députés, s'en serait-elle chargée elle-même? D'autre part, si cette disposition n'est pas limitative, pourquoi celle relative à l'attribution de 4,000 francs le serait-elle, et la Chambre n'aurait-elle pas le droit, comme pour le libre parcours, de porter cette somme à un chiffre plus élevé?

Les partisans du vote du 20 décembre sont donc acculés à l'obligation de soutenir que le texte de l'article 52 renferme deux dispositions, dont l'une est limitative et l'autre pas, bien que rien dans ses termes ne permette de penser qu'il en soit ainsi.

D'ailleurs, lorsqu'on consulte les travaux préparatoires, on se convainc aussitôt que l'esprit de l'article est en harmonie complète avec son texte.

La Commission de revision de la Constitution avait proposé de fixer à 500 francs l'indemnité mensuelle des députés et d'ajouter : « Les députés ont droit au parcours gratuit en chemin de fer des lieux de leur résidence principale à la ville où se tient la session. »

Cette double disposition donna lieu à des contradictions diverses.

Le 14 juillet 1893, M. Doucet et quelques-uns de ses collègues déposèrent un autre texte ainsi conçu : « Chaque membre de la Chambre des Représentants jouit d'une indemnité annuelle de 5,000 francs. Il a droit en outre au libre parcours sur toutes les lignes du chemin de fer de l'État. »

Ces deux propositions provoquèrent un comité secret, et M. Schollaert fut chargé d'en résumer les délibérations dans un texte nouveau. En conséquence, il présenta le 19 juillet un rapport développant une double résolution, d'après laquelle chaque député avait droit à une indemnité annuelle de 4,000 francs et, en outre, « au libre parcours sur toutes les lignes des chemins de fer de l'État et au parcours gratuit sur les lignes des chemins de fer concédés du lieu de sa résidence à la ville où se tient la session ».

La discussion s'engagea le même jour et les opinions les plus variées furent émises.

M. Doucet, constatant que sa proposition relative au libre parcours sur toutes les lignes du chemin de fer pourrait, d'après certains membres, « prêter à l'abus », la modifia en ces termes : « Le député a droit, en outre, en tout temps, au parcours gratuit sur les chemins de fer du lieu de sa résidence à la ville où se tient la session. »

M. Joseph Warnant s'éleva contre le libre parcours général, en engageant la Chambre à ne pas persister dans le sentiment qu'elle avait émis la veille en comité secret.

Le chef du cabinet, M. Beernaert, appuya l'avis de M. Warnant : « Il s'agit, dit-il, de savoir s'il est désirable que l'on puisse dire que nous voyageons gratis, soit pour des occupations étrangères à la vie parlementaire, soit même

pour nos plaisirs. A mon avis, la considération du Parlement ne pourrait que perdre à l'innovation projetée, et il n'est rien dont nous ne devions nous montrer aussi jaloux. »

M. Loslever se prononça dans le même sens : « Quant au parcours, observa-t-il, je suis d'avis qu'il ne faut accorder la gratuité aux députés que du lieu de leur résidence jusqu'à Bruxelles, car il y aurait évidemment des récriminations si les députés de Bruxelles obtenaient la gratuité dans tout le royaume.

» *Voix à gauche* : Ils ne la demandent pas.

» M. LOSLEVER. — Ils ne la demandent pas, et nous devons y renoncer tous. »

Le rapporteur, M. Schollaert, exprima sa surprise du revirement qui se produisait :

« Ce n'est pas sans étonnement, dit-il, que j'assiste à la discussion actuelle. Je me demande pourquoi nous avons eu hier un comité secret pour venir aujourd'hui remettre tout en question... On m'a chargé de résumer les résolutions prises. J'ai fait un résumé *qui ne rend pas mon opinion personnelle*, parce que je croyais qu'il y avait tout au moins une entente pour adopter les dispositions auxquelles la majorité s'est ralliée hier, et je vois successivement chacune de ces dispositions battue en brèche par l'un ou l'autre orateur.

» ... *J'ai, quant à moi, voté contre le libre parcours sur les chemins de fer de l'État*, mais je vous affirme qu'aujourd'hui je voterai cette disposition parce que je considère que nous sommes tenus de nous faire des concessions réciproques. Hier la grande majorité de cette assemblée s'est prononcée pour le parcours général. En conséquence, je fais appel à tous mes collègues; je fais appel à leurs sentiments de conciliation, et je les prie de maintenir la concession qui a été consentie hier. »

Après que M. Tack eut déclaré qu'il avait été et qu'il restait d'opinion « de restreindre le libre parcours à l'aller et au retour de la résidence à la capitale », on passa au vote. L'appel fait par M. Schollaert et inspiré par une pensée de fidélité à la décision de la veille, fut écouté, et la Chambre, par 80 voix contre 35, se rallia au parcours général.

Mais le Sénat rejeta cette disposition. Il exprima l'avis que le texte constitutionnel ne devait pas régler ce point. La question fut renvoyée à la Chambre et débattue de nouveau le 17 août.

Deux propositions surgirent :

L'une, de MM. Bergé et de Malander, ainsi conçue : « Il (le député) a droit en outre au libre parcours sur toutes les lignes des chemins de fer de l'État et au parcours gratuit sur les lignes des chemins de fer concédés du lieu de sa résidence à la ville où se tient la session. »

L'autre, de M. Snoy, portant : « Il a droit en outre au libre parcours sur les lignes des chemins de fer de l'État et au parcours gratuit sur les lignes des chemins de fer concédés du lieu de sa résidence à la ville où se tient la session. »

Ces deux propositions s'excluaient : l'une était générale, l'autre limitative.

Or, la proposition de MM. Bergé et de Malander, mise aux voix la première, réunit bien 70 voix contre 56 et 1 abstention; mais, comme elle

n'avait pas réuni les deux tiers des voix, elle fut considérée comme non adoptée. On passa alors au vote de la proposition de M. Snoy, qui réunit 87 suffrages contre 52 et 4 abstentions : elle est devenue l'article 52 de la Constitution.

L'exposé de ces rétroactes interdit tout doute sur la portée de cet article. La Chambre a voulu que la question du parcours fût réglée par un texte constitutionnel, et elle a donné la préférence à la disposition limitative.

D'où suivent deux conséquences : la première, que l'on ne peut, soit par une loi, soit par un règlement, aller au delà du texte constitutionnel; la seconde, que tout vote, impliquant le parcours gratuit général, reproduit une proposition qui n'a pas réuni à la Constituante le nombre de voix nécessaire, et est par là même nettement inconstitutionnel.

La Chambre doit donner l'exemple du respect de la Constitution et des lois; réformer la Constitution par une loi ordinaire, c'est la violer directement et témoigner pour sa volonté un mépris injustifiable.

On objecte que les sénateurs se sont, après 1893, octroyé un libre parcours limité, bien que la Constitution ne leur en accorde pas, et l'on en conclut que la Chambre peut à son tour régler pour ses membres, par une disposition législative ordinaire, tout ce qui concerne le libre parcours.

La conclusion est forcée. Le Sénat a estimé que, la Constitution étant muette au sujet du libre parcours de ses membres, rien ne lui interdisait de légiférer à cet égard. Il s'est appuyé notamment sur ces paroles de M. Dupont, lorsque l'article 52 a, dans son texte final, été soumis au Sénat le 28 août : « Le second alinéa de l'article 52 fera donc partie de la Constitution, malgré l'avis du Sénat qui aurait voulu, tout en l'approuvant, en faire l'objet d'une disposition particulière, légale ou réglementaire. Il doit être toutefois entendu, pour lever toute équivoque, que l'interprétation que la Chambre semble ainsi avoir indirectement donnée au mot indemnité dans l'article 52, doit être réservée, en ce qui concerne la disposition que nous avons nous mêmes votée dans l'article 57. *La décision du Sénat ainsi que son interprétation restent debout, en ce qui le concerne personnellement.* »

Quoi qu'il faille penser de la solution qui, en cette circonstance, a prévalu au Sénat, on doit reconnaître que les deux situations ne sont pas identiques. En ce qui concerne le libre parcours des sénateurs, la Constitution est muette; en ce qui concerne celui des députés, elle a, au contraire, statué et de manière à interdire aux législateurs futurs de s'occuper de ce point, si ce n'est par voie de revision constitutionnelle.

Nous estimons donc que la Chambre ne peut persister dans son vote du 20 décembre. Elle doit du reste donner l'exemple d'une fidélité scrupuleuse aux lois, et l'opinion ne lui pardonnerait pas d'avoir fait inscrire au Budget une somme de 145,000 francs à l'effet de permettre à ses membres, à l'exclusion des autres citoyens, de voyager gratuitement pour leurs affaires personnelles ou leurs plaisirs.

J'ai l'honneur de solliciter de la Chambre le prompt examen du projet de loi.

CH. WOESTE.

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.****ARTICLE UNIQUE.**

Aucun libre parcours ne peut être attribué aux membres de la Chambre des représentants, soit sur les lignes des chemins de fer de l'État, soit sur les lignes des chemins de fer concédés, en dehors du cas et des conditions prévus par l'article 52 de la Constitution.

EENIG ARTIKEL.

Geen vrij verkeer hoegenaamd mag worden verleend aan de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, hetzij op de lijnen der Staatsspoorwegen, hetzij op de lijnen van de vergunde spoorwegen, buiten het geval en de voorwaarden voorzien bij artikel 52 der Grondwet.

CH. WOESTE.

V. BEGEREM.

HELLEPUTTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1902.

Wetsvoorstel betreffende het vrij verkeer der leden van de Kamer
der Volksvertegenwoordigers op de spoorwegen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Grondwet wilde dat de geldelijke voordeelen, aan het ambt van lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers verbonden, door eenen harer teksten werden bepaald. Zij achtte het in strijd met de waardigheid der openbare machten, ze herhaaldelijk bloot te stellen aan onophoudende debatten, waarbij het persoonlijk belang der afgevaardigden in strijd zou kunnen komen met het openbaar belang. Daarom lieten het Nationaal Congres in 1830 noch de Grondwetgevende Vergadering in 1893 dat punt door eene wet regelen; ze deden het zelf, en op beide tijdstippen werd het door eenen tekst, door artikel 52, opgelost. Toch dacht de Kamer door eene stemming in de besloten vergadering van 20 December laatstleden, bij meerderheid van 54 stemmen tegen 52, in 't belang harer leden verder te mogen gaan dan de Grondwet. Dergelijke stemming is van aard om verbazing te verwekken; en gezien zij een grondwettelijk vraagstuk opwerpt, schijnt de eindbeslissing niet in besloten vergadering, maar wel na eene openbare beraadslaging te moeten genomen worden.

Van dat gevoelen uitgaande, besloot ondergeteekende, eenstemmig met vele van zijne medeleden, onderhavig ontwerp van wet aan het onderzoek der Kamer te onderwerpen. Uitgaande van den tekst zelven van artikel 52 der Grondwet, stelt dit ontwerp voor, te bepalen dat het verboden is aan de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers vrij verkeer toe te kennen, hetzij op Staatsspoorweglijnen, hetzij op geconcedeerde spoorwegen, buiten het geval en de voorwaarden door artikel 52 der Grondwet voorzien.

Dit artikel zegt : « Ieder lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers geniet eene jaarlijksche vergoeding van 4,000 frank. Daarenboven heeft hij recht op vrij verkeer op Staatsspoorweglijnen en op kosteloos verkeer op de geconcedeerde spoorwegen, van zijne verblijfplaats naar de plaats waar de zitting wordt gehouden. »

Dus worden twee nauw bepaalde voordeelen aan de afgevaardigden toegekend. Hadde de Grondwetgevende Vergadering nog andere voordeelen willen verleenē, zij zou het voorwaar hebben uitgedrukt. Hadde zij aan latere wetgevers de zorg willen opdragen om 't vrij verkeer der afgevaardigden te regelen, zou zij zich dan daar zelf niet mede belast hebben? Is, anderzijds, die bepaling niet beperkend, waarom zou diegene rakende het toekennen van 4,000 frank het dan zijn, en zou de Kamer niet het recht hebben om, evenals voor het vrij verkeer, een hooger cijfer te bepalen?

Dus zijn de voorstanders der stemming van 20 December gedwongen te beweren dat de tekst van artikel 52 twee bepalingen bevat, waarvan de eene beperkend is, de andere niet, schoon in zijne bewoordingen niets laat onderstellen dat het zoo is.

Raadpleegt men overigens de voorbereidende werkzaamheden, dan komt men dadelijk tot de overtuiging dat de geest van het artikel volkomen strookt met den tekst.

De Commissie tot herziening der Grondwet had voorgesteld de maandelijksche vergoeding der afgevaardigden op 500 frank te bepalen, en er bij te voegen : « De afgevaardigden hebben recht op vrij spoorwegverkeer van hunne voornaamste verblijfplaats naar de stad waar de zitting wordt gehouden. »

Die tweevoudige bepaling gaf aanleiding tot allerhande tegenspraak.

Den 14ⁿ Juli 1893, boden de heer Doucet en eenige zijner medeleden eenen anderen, aldus luidenden tekst aan : « Ieder lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers geniet eene jaarlijksche vergoeding van 5,000 frank. Daarenboven heeft hij recht op vrij verkeer op al de spoorweglijnen van den Staat. »

Beide voorstellen werden in besloten vergadering behandeld, en de heer Schollaert kreeg tot last de beraadslagingen in eenen nieuwen tekst samen te vatten. Dien ten gevolge legde hij den 19ⁿ Juli een verslag over, waarin eene tweevoudige beslissing werd toegelicht, volgens welke iedere afgevaardigde recht had op eene jaarlijksche vergoeding van 4,000 frank en daarenboven « op vrij verkeer op al de spoorweglijnen van den Staat en op kosteloos verkeer op de geconcedeerde spoorwegen, van zijne verblijfplaats naar de stad waar de zitting wordt gehouden ».

Denzelfden dag ving de beraadslaging aan, en werden de meest uiteenlopende gevoelens geuit.

De heer Doucet, ziende dat zijn voorstel tot vrij verkeer op al de spoorlijnen, volgens zekere leden, « aanleiding kon geven tot misbruik », wijzigde het in dezer voege : « Daarenboven heeft de afgevaardigde ten allen tijde recht op vrij spoorwegverkeer, van zijne verblijfplaats naar de stad waar de zitting wordt gehouden ».

De heer Jozef Warnant verzette zich tegen algemeen vrij verkeer en

raadde de Kamer niet te blijven bij 't gevoelen, door haar den vorigen dag in besloten vergadering uitgedrukt.

Het hoofd des kabinets, de heer Beernaert, steunde 't gevoelen van den heer Warnant : « Er dient geweten, zegde hij, of het te wenschen is dat er mag gezegd worden dat wij kosteloos reizen, hetzij voor bezigheden vreemd aan den parlementairen dienst, hetzij zelfs voor ons genoegen. Mijns inziens heeft het aanzien des Parlements enkel te verliezen bij de ontworpen nieuwigheid, en er bestaat niets waarop we meer ijverzuchtig moeten zijn. »

De heer Loslever uitte zich in denzelfden zin : « Naar mijn gevoelen, dient er enkel vrij verkeer aan de afgevaardigden te worden verleend van hunne verblijfplaats tot Brussel, want het zou voorzeker klachten verwekken, zoo de Brusselsche afgevaardigden vrij verkeer in gansch het land verwierven.

» *Links* : Dat vragen ze niet.

» De heer LOSLEVER. — Ze vragen het niet, en wij allen hoeven daar van af te zien. »

De heer verslaggever Schollaert drukte zijne verwondering uit over den ontstanen ommekeer :

« Niet zonder verbazing, zegde hij, woon ik deze beraadslaging bij. Ik vraag mij af, waarom wij gisteren eene besloten vergadering hielden om vandaag alles opnieuw ter spraak te brengen... Men gelastte mij genomen beslissingen samen te vatten. Ik gaf eenen korten inhoud *die niet mijn persoonlijk gevoelen uitdrukt*, omdat ik dacht dat er ten minste verstandhouding bestond om de bepalingen aan te nemen, waarmee de meerderheid zich gisteren vereenigde, en achtereenvolgens hoor ik iedere van die bepalingen door eenen of anderen spreker afbreken.

» ... *Ik zelf stemde tegen vrij verkeer op Staatsspoorwegen*, doch bevestig u dat ik vandaag voor die bepaling zal stemmen, omdat ik acht dat wij elkan- der wederkeeringe toegevingen moeten doen. Gisteren was de overgrootste meerderheid van deze vergadering voor 't algemeen vrij verkeer. Bijgevolg doe ik een beroep op al mijne medeleden, op hunne verzoeningsgevoelens en verzoek ze de toegeving te handhaven, die gisteren werd toegestaan. »

Nadat de heer Tack had verklaard dat hij van meening was en bleef « het vrij verkeer voor gaan en keeren te beperken van de verblijfplaats naar de hoofdstad », werd tot de stemming overgegaan. Aan den oproep van den heer Schollaert, ingegeven door een gevoel van getrouwheid aan de beslissing van den vorigen dag, werd gehoor gegeven, en met 80 stemmen tegen 35 vereenigde de Kamer zich met het algemeen vrij verkeer.

Doch de Senaat verwierp die bepaling. Hij drukte 't gevoelen uit dat de tekst der Grondwet dit punt niet moest regelen. De zaak werd terug voor de Kamer gebracht en den 17ⁿ Augustus andermaal behandeld.

Er werden twee voorstellen overgelegd :

Het eene, van de heeren Bergé en de Malander, luidde als volgt : « Hij (de afgevaardigde) heeft daarenboven recht op vrij verkeer op al de spoorlijnen van den Staat en op kosteloos verkeer op de geconcedeerde spoorwegen, van zijne verblijfplaats naar de stad waar de zitting wordt gehouden. »

Het andere, van den heer Snoy, bevatte : « Daarenboven heeft hij recht op vrij verkeer op Staatsspoorwegen en op kosteloos verkeer op de gecon-

cedeerde spoorlijnen, van zijne verblijfplaats naar de stad waar de zitting wordt gehouden. »

Beide voorstellen sloten elkander uit : het eene was algemeen, het ander beperkend.

Welnu, het voorstel van de heeren Bergé en de Malander, het eerst in stemming getegd, verwierf wel 70 stemmen tegen 30 en 1 onthouding; doch, daar het niet de twee derden der stemmen had bekomen, werd het als niet aangenomen beschouwd. Toen werd over het voorstel van den heer Snoy gestemd : het verkreeg 87 stemmen tegen 32 en 4 onthoudingen. Het is artikel 32 der Grondwet geworden.

Het uiteenzetten van wat vroeger geschiedde neemt allen twijfel weg over de strekking van dat artikel. De Kamer wilde dat het vraagstuk van verkeer door eenen grondwettelijken tekst werd geregeld, en gaf de voorkeur aan de beperkende bepaling.

Twee gevolgtrekkingen vloeien daaruit voort : ten eerste, dat men door geene wet of verordening verder mag gaan dan den tekst der Grondwet; ten tweede, dat iedere stemming die algemeen kosteloos verkeer medebrengt, de herhaling is van een voorstel dat in de Grondwetgevende Vergadering niet het vereischt getal stemmen verwierf, en daardoor zelf vlakaf in strijd is met de Grondwet.

De Kamer hoeft het voorbeeld te geven van eerbied jegens de Grondwet en de wetten; de Grondwet hervormen door middel eener gewone wet, is ze rechtstreeks schenden en eene niet te rechtvaardigen minachting voor haren wil toonen.

Er wordt ons legengeworpen dat de senatoren zich in 1893 een beperkt vrij verkeer toekenden, ofschoon de Grondwet het hun niet verleent, en daaruit leidt men af dat de Kamer op hare beurt voor hare leden, door eene gewone wetgevende bepaling, alles mag regelen wat vrij verkeer betreft.

Dat is eene overdreven gevolgtrekking. De Senaat was van oordeel, dat vermits de Grondwet niet gewaagt van het vrij verkeer zijner leden, niets hem ontzegde daarover eene wetsbepaling te maken. Hij steunde zich name-lijk op deze woorden van den heer Dupont, toen artikel 32, in zijnen eindtekst den 28ⁿ Augustus aan den Senaat werd voorgelegd : « Het tweede lid van artikel 32 zal dus deel uitmaken van de Grondwet, niettegenstaande 't gevoelen van den Senaat, die, al keurde hij het goed, er evenwel eene afzonderlijke wets- of reglements-bepaling wilde van maken. Toch dient er, om alle misverstand weg te nemen, verstaan dat de uitlegging, die de Kamer aldus onrechtstreeks schijnt gegeven te hebben aan 't woord « vergoeding », in artikel 32, moet worden voorbehouden voor de bepaling die wij zelven aannamen in artikel 37. *De beslissing van den Senaat alsmede zijne uitlegging blijven bestaan, wat dezen persoonlijk betreft.* »

Wat er ook dient gedacht van de oplossing die in deze omstandigheid bij den Senaat doorging, toch hoeft erkend dat beide toestanden niet gelijk zijn. Over 't vrij verkeer voor de senatoren spreekt de Grondwet niet; over dit voor de afgevaardigden heeft zij integendeel beslist, en wel derwijze om toekomstige wetgevers te verbieden zich met dit punt in te laten, tenzij bij wijze van grondwetsherziening.

Derhalve zijn wij van oordeel dat de Kamer niet bij hare stemming van 20 December mag blijven. Overigens dient zij het voorbeeld te geven van eene nauwgezette getrouwheid aan de wetten, en de openbare meening zou haar niet vergeven dat zij op de Begrooting eene som van 148,000 frank deed uittrekken, ten einde hare leden, bij uitsluiting van alle andere burgers, te veroorloven kosteloos voor hunne persoonlijke zaken of voor hun genoeg te reizen.

Ik heb de eer de Kamer te vragen om dit wetsontwerp spoedig te onderzoeken.

CH. WOESTE.

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.****ARTICLE UNIQUE.**

Aucun libre parcours ne peut être attribué aux membres de la Chambre des représentants, soit sur les lignes des chemins de fer de l'Etat, soit sur les lignes des chemins de fer concédés, en dehors du cas et des conditions prévus par l'article 52 de la Constitution.

EENIG ARTIKEL.

Geen vrij verkeer hoegenaamd mag worden verleend aan de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, hetzij op de lijnen der Staatsspoorwegen, hetzij op de lijnen van de vergunde spoorwegen, buiten het geval en de voorwaarden voorzien bij artikel 52 der Grondwet.

CH. WOESTE.

V. BEGEREM.

HFLEPUTTE.